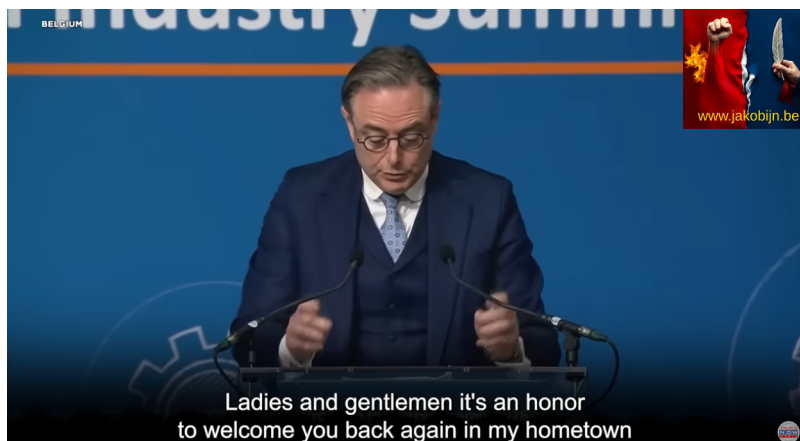


Quatre mois après la 'douche froide' : quelque chose a-t-il changé ?

Par Frank , 23 juin 2026

Quatre mois après la 'douche froide' : quelque chose a-t-il changé ?

De Wever reconnaît la crise industrielle, mais n'offre toujours pas de vraies solutions



Par **Frank Dumon**

Le 15 juin, j'ai écrit que la Belgique avait besoin d'une stratégie économique, pas de théâtre sur la Chine. Le 11 février, De Wever s'est tenu au Sommet européen de l'industrie à Anvers et a reconnu ce que nous disons depuis longtemps : l'Europe se désindustrialise, les coûts énergétiques sont meurtriers, mais pas un mot sur la Russie et la dépendance totale de l'Europe envers les États-Unis, la réglementation étouffe mais pas un mot sur la frénésie réglementaire de l'UE, et la Chine comble le vide. Mais la reconnaissance n'est pas une solution. Et le théâtre reste du théâtre, même si vous le jouez dans votre propre ville. L'UE symbolise aux yeux du monde la bouteille avec le bouchon de sécurité pour enfants.

De Wever avait raison... sur les symptômes

Soyons honnêtes : ce que De Wever a dit le 16 février 2026 à la Bourse d'Anvers était en grande partie correct. Les chiffres ne mentent pas. 83% des piliers destinés à renforcer notre compétitivité n'ont fait aucun progrès ou se sont même détériorés. Le secteur chimique - l'épine dorsale de l'industrie européenne - a vu les fermetures annoncées sextupler en quatre ans, représentant une perte de près de 10% de la capacité de production européenne. **En Belgique, en Allemagne, aux Pays-Bas et en France, la situation est « dramatique », comme il l'a lui-même dit. Nous sommes au bord d'une crise existentielle.**

De Wever cite le [déclin du secteur pétrochimique](#) comme exemple. Dans le port d'Anvers, le plus important cluster chimique d'Europe, des centaines d'emplois disparaissent. Le mois dernier, Anvers a également manqué un [important projet de plusieurs milliards d'euros](#).

Le danois Vioneo choisit non pas l'Europe, mais la Chine pour construire une nouvelle usine.



Il a parlé des coûts énergétiques, de la charge réglementaire, du dumping chinois et de la perte de compétitivité. Il a averti que l'Europe risque de devenir un « musée industriel ». Il a dit que nous devons être pragmatiques, pas idéologiques. Que nous avons besoin de neutralité technologique. Que la simplification administrative ne doit pas être une intervention cosmétique, mais une « thérapie de choc ».

Tout ce que la population réclame depuis longtemps. Alors pourquoi cela ressemble-t-il toujours à une occasion manquée ?

Parce que le diagnostic n'est pas la même chose que le traitement

Un médecin qui dit « vous avez un cancer » mais ne propose pas de traitement n'est pas un médecin. C'est un fossoyeur avec un stéthoscope autour du cou. De Wever a correctement identifié la maladie, mais le traitement qu'il prescrit est vague, insuffisant et évite les vrais éléphants dans la pièce.

Exposons les faits, quatre mois après son discours :

- **Coûts énergétiques :** Ont-ils diminué ? Non. Les prix européens de l'énergie restent structurellement plus élevés que ceux des États-Unis et de la Chine. Nord Stream a été détruit, et l'Europe n'a pas développé d'alternative à l'énergie russe bon marché. Au lieu de cela, nous payons le prix fort pour le GNL des États-Unis et du Qatar.
- **Charge réglementaire :** De Wever a promis une « thérapie de choc » et une réduction de 35% des charges administratives dans le cadre de ce mandat. Combien a-t-il déjà été réalisé ? Quelles lois concrètes ont été abrogées ? Quelles procédures d'autorisation ont été accélérées ? Les chiffres manquent.
- **Dépenses de l'OTAN :** La Belgique s'oriente vers 2% du PIB pour la défense, peut-être même plus. Qui paiera pour cela ? Précisément : l'industrie que De Wever dit vouloir sauver. Chaque milliard pour les armes est un milliard de moins pour les infrastructures énergétiques, l'innovation industrielle ou la réduction des impôts.
- **Pression fiscale :** Dans mon article précédent, j'ai souligné que la Belgique avait une pression fiscale étouffante. A-t-elle été réduite ? Au contraire, les modifications de la TVA et des accises pour 2026 ont été adoptées. **La population active paie toujours la facture.**
- **Fermetures d'usines chimiques :** Se sont-elles accélérées ou ralenties depuis janvier ? Les chiffres indiquent une accélération, pas un ralentissement.



Les éléphants que De Wever ignore - La reconnaissance sans action est intellectuellement malhonnête.

Il y a des questions que De Wever a soigneusement évitées dans son discours. Des questions qui sont essentielles si vous voulez vraiment résoudre la crise industrielle.

1. Pourquoi la Belgique soutient-elle les dépenses de l'OTAN qui appauvrissent l'industrie ?

De Wever dit que l'industrie est aussi une politique de sécurité. « L'acier, les produits chimiques, les puces et l'énergie ne sont pas des variables économiques abstraites. Ils déterminent notre capacité à nous défendre. » Correct. Alors pourquoi accepte-t-il des budgets qui canalisent des milliards vers les industries d'armement américaines au lieu de l'industrie de base européenne qui rend possible la production d'armes ?

Vous ne pouvez pas dire simultanément « notre industrie meurt » et « nous devons consacrer 2% du PIB à la défense » sans expliquer qui paiera cette facture. La réponse est : l'industrie elle-même, par le biais de taxes plus élevées, de coûts énergétiques plus élevés et de moins d'investissements publics dans les infrastructures cruciales.

2. Pourquoi la Belgique ne prolonge-t-elle pas la durée de vie de Doel et Tihange ?

De Wever plaide pour la « neutralité technologique, y compris l'énergie nucléaire ». Bien. Mais que fait son gouvernement concrètement ? La Belgique a décidé de fermer ses centrales nucléaires et n'a pas la capacité technique pour en construire de nouvelles. En cela, la Russie et la Chine sont maintenant les leaders du marché.

Vous ne pouvez pas plaider pour l'énergie nucléaire tout en fermant simultanément vos propres centrales nucléaires. Ce n'est pas du pragmatisme, c'est hypocrite.

3. Pourquoi De Wever ne reconnaît-il pas que la propre politique de l'Europe a causé la crise énergétique ?

Il mentionne le « dumping chinois » comme l'une des causes. Correct. **Mais il garde le silence sur la destruction de Nord Stream et le choix européen de remplacer l'énergie russe bon marché par du GNL américain coûteux.** Il garde le silence sur le Green Deal qui rend la production industrielle plus coûteuse sans qu'il y ait d'alternative abordable. L'Europe s'est rendue vulnérable en

détruisant sa propre base énergétique. Ce n'est pas une conspiration de Pékin, c'est un « dommage auto-infligé ».

4. Que s'est-il concrètement passé avec la réduction de 35% des charges administratives ?

De Wever dit : « Nous devons urgemment, urgemment accélérer vers l'objectif ambitieux de 35% de réduction des charges administratives dans le cadre de ce mandat. » Bien. Mais :

- Quelles lois ont déjà été abrogées ?
- Quelles procédures d'autorisation ont déjà été accélérées ?
- Quel est le progrès mesurable après quatre mois ?

Les promesses sans jalons mesurables ne sont pas une politique mais du marketing.

Le paradoxe du rapport Draghi

De Wever cite à juste titre que « à peine une recommandation sur dix de Draghi a été mise en œuvre » après un an. Mais il ne dit pas pourquoi. La réponse est inconfortable : parce que l'élite politique européenne - dont De Wever fait maintenant lui-même partie - n'est pas disposée à faire les choix fondamentaux qui sont nécessaires. Draghi a dit : simplifier, investir, intégrer. Mais l'Europe choisit : sanctionner, réglementer, moraliser. Tant que cela restera le cas, le rapport de Draghi restera un joli PDF sur un serveur quelque part à Bruxelles.

Ce que De Wever voit correctement

« L'Europe doit arrêter d'essayer de tout faire partout en même temps. Il y a une hiérarchie claire des priorités absolues : innovation, productivité, compétitivité. »

C'est de l'or. C'est ce que nous disons depuis des années. L'UE doit faire des choix. Vous ne pouvez pas simultanément sauver le monde, mettre en œuvre le Green Deal, soutenir l'Ukraine, affronter la Chine et laisser votre industrie concurrencer avec des pays qui ont une énergie bon marché et moins de charge réglementaire.

Mais choisir signifie aussi créer des perdants. Et c'est là que le bât blesse.

Choisir l'industrie pourrait signifier moins d'argent pour l'aide au développement. Moins d'argent pour l'activisme climatique. Moins d'argent pour les aventures géopolitiques. Moins de supériorité morale, mais plus de prospérité matérielle. Moins de politiciens, domaine dans lequel la Belgique est championne du monde. Quel triste record. De Wever est-il disposé à faire ce choix ? Son discours suggère oui. Sa politique jusqu'à présent suggère non.

La route arctique : toujours ignorée

Dans mon article précédent, j'ai souligné l'importance stratégique des routes maritimes du nord, du corridor arctique et de la Route de la Soie polaire. Le discours de De Wever garde complètement le silence là-dessus. Alors qu'il plaide pour des « partenariats qui nous rendent plus forts » et une « diversification des chaînes d'approvisionnement », il ignore le changement le plus disruptif dans le commerce mondial depuis l'ouverture du canal de Suez.

La Russie et la Chine investissent des milliards dans la route du nord. 18 jours contre 35 jours via Suez. Ce n'est pas un avantage marginal, c'est un changement de donne. Et l'Europe ? L'Europe parle de sanctions contre la Russie et de « dérisquage » de la Chine, tandis que la réalité physique du commerce mondial évolue.

Vous ne pouvez pas sanctionner la géographie.

La vraie question : qu'est-ce qui a concrètement changé ?

Faisons le bilan, quatre mois après la « douche froide » de De Wever :

Coûts énergétiques	Mécanisme de compensation pour les entreprises à forte intensité énergétique	Mesures temporaires, pas de solution structurelle	⚠ Insuffisant
Charge réglementaire	Réduction de 35%, thérapie de choc	Aucun progrès mesurable publié	❌ Non réalisé
Coûts du travail	Réduire les handicaps structurels	Légèrement amélioré, mais toujours au-dessus de la moyenne de l'UE	⚠ Partiel

Énergie nucléaire	Neutralité technologique, y compris le nucléaire	La fermeture de Doel/Tihange continue	☐ Contradictoire
Dépenses de l'OTAN	Non mentionné dans le discours	Mouvement vers 2%+ du PIB	☐ Aggrave le problème
Fermetures d'usines chimiques	Arrêter l'hémorragie	Les fermetures continuent (BASF, Yara, etc.)	☐ aggravé

La vérité inconfortable

De Wever fait face à une tâche impossible. Il veut :

- Sauver l'industrie **et** atteindre les objectifs de l'OTAN
- Accélérer la transition énergétique **et** réduire les coûts énergétiques
- Réduire la charge réglementaire **et** mettre en œuvre la réglementation européenne
- Confronter la Chine **et** maintenir le commerce avec la Chine
- Maintenir le budget en équilibre **et** augmenter les investissements

C'est impossible. Quiconque dit le contraire ment ou ne comprend pas l'économie.

De Wever n'est pas une exception à cette règle. C'est un politicien dans un système qui est fondamentalement cassé. Il voit les problèmes clairement - plus clairement que la plupart de ses collègues - mais il n'est pas disposé ou capable de faire les choix fondamentaux qui sont nécessaires.



Qu'est-ce qui aiderait vraiment ?

Si De Wever veut vraiment sauver l'industrie, il doit oser ce que les autres n'osent pas :

1. **Arrêter l'augmentation des dépenses de l'OTAN.** Expliquer que la sécurité commence par une industrie forte, pas par plus de chars.
2. **Prolonger la durée de vie de Doel et Tihange.** Au moins 10 ans. Pas d'idéologie, juste du pragmatisme.
3. **Réduire la pression fiscale sur le travail et la production.** Pas « réorganiser », mais réduire structurellement.
4. **Abroger au moins 50 lois de l'UE et décrets nationaux.** Mesurable, vérifiable, avec des délais.
5. **Reconnaître que l'Europe ne peut pas être tout.** Choisir l'industrie, accepter que d'autres objectifs obtiennent une priorité moindre.
6. **Investir dans les ports et la logistique, y compris la route arctique.** Anvers doit être préparé au changement des flux commerciaux.

Le fera-t-il ? Non. Parce que cela coûte du capital politique. Et De Wever, comme tout autre politicien, en a trop peur.

Conclusion : Plus de théâtre, moins d'action

Quatre mois après la « douche froide » de De Wever, nous devons conclure : le diagnostic était correct, le traitement est insuffisant. De Wever a raison que l'Europe risque de devenir un musée industriel. Il a raison que nous devons être pragmatiques. Il a raison que la charge réglementaire est meurtrière. Il a raison que les coûts énergétiques détruisent notre industrie. Mais avoir raison ne suffit pas. Avoir raison sans agir est de la paresse intellectuelle emballée comme du leadership.

La question n'est pas de savoir si De Wever voit les problèmes. La question est de savoir pourquoi, maintenant qu'il les voit, il n'agit pas comme si sa vie en dépendait. Parce que c'est le cas. La vie de l'industrie belge en dépend. Le bien-être de millions de Belges en dépend.

Jusqu'à présent, nous voyons :

- Plus de mots que d'actes

- Plus de promesses que de résultats
- Plus de reconnaissance des problèmes que de solutions
- Plus de théâtre géopolitique que de réalisme économique

La Belgique a toujours besoin d'une stratégie économique. Pas de discours à la Bourse. Pas de reconnaissance des problèmes. Pas de promesses vagues de « thérapie de choc ».

La Belgique a besoin de choix. D'actions. De résultats.

Quatre mois plus tard : la douche froide était agréable. Mais maintenant il est temps de sortir de la douche et de commencer à travailler.

Le temps presse. Les usines chimiques continueront de fermer. Les prix de l'énergie n'attendront pas notre consensus. Le commerce mondial ne changera pas parce que nous imposons des sanctions. La question demeure : pourquoi De Wever semble-t-il plus avoir peur de la vérité politique que de l'effondrement économique qu'il diagnostique lui-même si clairement ?

<https://youtu.be/cxU2y2wmQk8>